

# Haïti

Rapport de situation Violence politique et enlèvements liés aux gangs  
Janvier 2022



**La violence politique et les enlèvements liés aux gangs vont se poursuivre malgré la réunion de groupes haïtiens en Louisiane (États-Unis) pour discuter des prochaines élections. Le mandat du Premier ministre intérimaire Ariel Henry prend fin le 7 février, ce qui pousse toutes les personnes présentes à consolider un accord politique.**

## Résumé

- La violence liée aux gangs a continué à augmenter en raison de la dégradation de la situation sécuritaire et du pouvoir croissant des gangs.
- Le jour du Nouvel An, le Premier ministre Ariel Henry a fui une messe à laquelle il assistait pour célébrer le jour de l'indépendance d'Haïti avant d'avoir pu prononcer le discours prévu.
- Les chefs de gangs ont continué à exercer leur pouvoir sur les territoires qu'ils contrôlent, défiant l'État de droit et commettant davantage d'actes de violence et d'extorsion. Le chef d'un gang opérant aux Gonaïves a menacé de tuer le juge chargé d'une affaire qui implique plusieurs chefs de gang. Le chef de gang a prévenu dans un message audio qu'il avait tué le cousin du juge et un autre homme, dont on a découvert qu'ils étaient des informateurs de la police.
- De nombreux autres enlèvements contre rançon et assassinats ont eu lieu, notamment le meurtre de deux journalistes haïtiens abattus puis brûlés vifs juste à l'extérieur de Port-au-Prince. Il est très probable que ces actes se multiplieront encore dans les mois à venir compte tenu de la sinistre situation sécuritaire et du vide du pouvoir politique.
- Six blocs politiques, ainsi que des universitaires et des ONG haïtiennes, se réunissent au Sommet de l'unité d'Haïti à Baton Rouge, en Louisiane, du 13 au 19 janvier.
- Le Sénat d'Haïti a siégé pour la première fois depuis un an le 10 janvier.
- Malgré le Sommet et la réunion du Sénat, l'inquiétude grandit quant à la capacité du pays à développer des structures de gouvernance.



## Analyse

### Gangs

La situation sécuritaire a continué à se détériorer en Haïti. La violence liée aux gangs, en particulier, a encore gagné en ampleur et en brutalité au cours des dernières semaines. Les gangs criminels actifs dans tout le pays ont pris pour cible des dirigeants politiques et des fonctionnaires dans le but de maintenir leur emprise sur les territoires qu'ils contrôlent et de repousser toute tentative du gouvernement de reprendre le contrôle.

**REJOINDRE LA LISTE DE DIFFUSION**

Le 1er janvier, le Premier ministre Ariel Henry a fui la messe du Nouvel An à laquelle il assistait dans la ville des Gonaïves pour commémorer l'indépendance d'Haïti vis-à-vis de la France, suite à une fusillade entre son équipe de sécurité et des gangs armés dans la ville. Des gangs tels que « Nou se Revolisyonè » opérant dans la ville avaient menacé l'évêque à la cathédrale Saint-Charles-Borromée et s'étaient publiquement opposés à la visite du Premier ministre. Ils ont mené plusieurs attaques les jours précédents pour interrompre les préparatifs de la visite prévue. Cependant, l'insistance de Henry à assister à la messe et à prononcer son discours montre à quel point les actes violents font désormais partie du quotidien en Haïti et la pression qu'il subit pour prouver à la communauté internationale qu'il fait de son mieux pour défier les gangs.

Certains affirment cependant que l'incident a été exagéré. Daniel Foote, l'ancien envoyé spécial des États-Unis en Haïti, a déclaré dans un tweet qu'il s'agissait d'une « fausse tentative d'assassinat sur un faux premier ministre ». Foote a critiqué à la fois Henry et la gestion de la situation en Haïti par l'administration Biden, mais il n'y a absolument aucune preuve pour corroborer son affirmation selon laquelle l'incident aurait été mis en scène.

Dans le nord-ouest de l'Artibonite, le chef du gang « kokorat san ras », surnommé « Général Meyer », a menacé de tuer un juge qui menait une enquête impliquant plusieurs chefs de gang. Le gang a déjà tué deux informateurs, dont l'un était le cousin du juge. Par ailleurs, le 8 janvier, des gangs opérant à Port-au-Prince ont enlevé trois policiers qui gardaient le président du Sénat, le sénateur Joseph Lambert, et exigent une rançon de 5 millions de dollars. Des rapports locaux crédibles suggèrent qu'il s'agit d'un incident à motivation politique. Il a eu lieu deux jours seulement avant le discours que le sénateur Lambert devait prononcer devant le Parlement et dans lequel il proposait que le mandat du Sénat prenne fin en janvier 2023 et non en janvier 2022. Cet incident aurait creusé un fossé entre les branches législative et exécutive du gouvernement en Haïti.

Ces attaques contre des personnalités politiques et des juges témoignent du pouvoir croissant des gangs et de leur mépris de l'État de droit. En effet, les gangs criminels sont en train de devenir plus que de simples pions utilisés par les politiciens pour étendre leur propre pouvoir et leur influence, et se transforment en dirigeants de facto de larges pans du pays.

De nouveaux enlèvements ont eu lieu depuis la libération, le 15 décembre, des 12 derniers missionnaires de Christian Aid Ministries kidnappés par le gang des « 400 Mawozo ». Selon un rapport local, un individu non identifié aurait payé la rançon pour libérer quinze des missionnaires, mais seuls trois d'entre eux ont été libérés le 6 décembre. D'autres captifs ont par la suite affirmé s'être échappés, bien que leur histoire suggère que le gang les a laissés partir dans le cadre de ce qui pourrait être un accord passé avec le même individu ou un autre. 400 Mawozo a depuis enlevé le leader syndicaliste Paul Loulou Chéry et sa femme le 5 janvier et réclame actuellement 500 000 dollars américains pour leur libération. Certains rapports ont noté une augmentation des crimes d'enlèvement contre rançon en 2021 par rapport à l'année précédente.

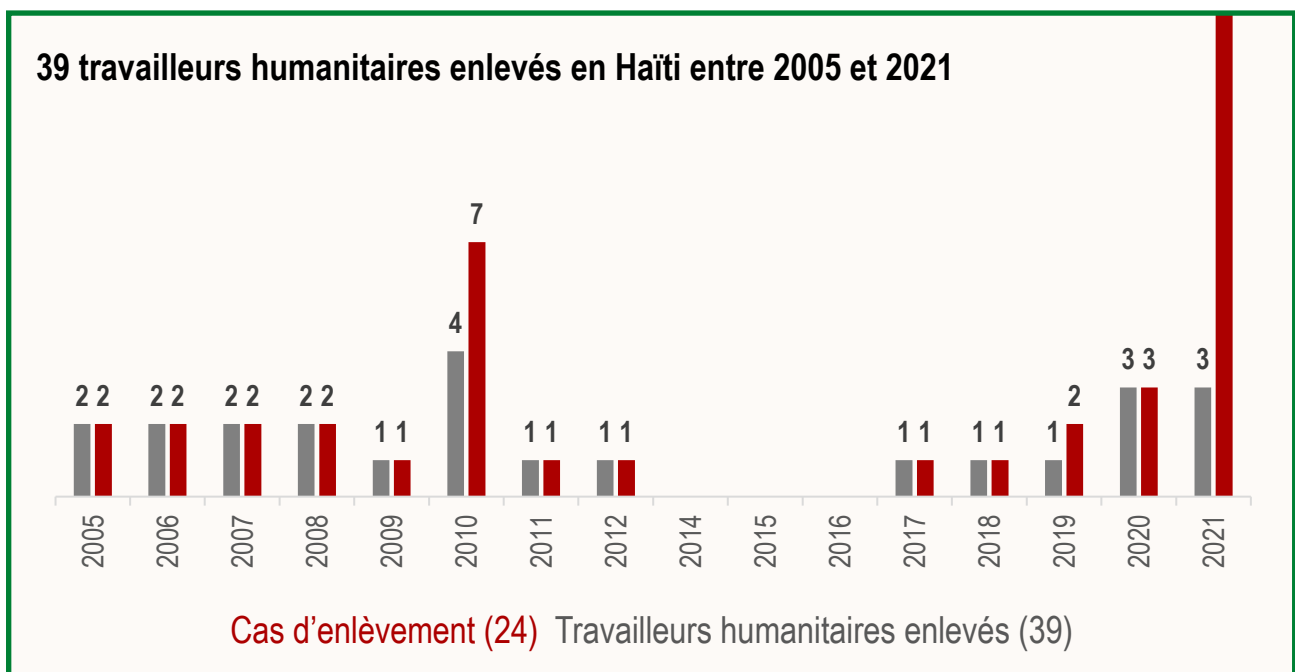
Au moins **328 victimes d'enlèvement** ont été signalées à la police haïtienne au cours des huit premiers mois de 2021, contre 234 pour toute l'année 2020, selon un rapport publié en septembre par le Bureau intégré des Nations Unies en Haïti. D'autres sources avancent le chiffre de plus de 600 enlèvements pour 2021, contre 231 pour la même période en 2020, tandis que le Centre d'analyse et de recherche en droits humains (CARDH) a fait état d'au moins 782 enlèvements connus en Haïti depuis janvier 2021.



## Analyse des données de l'aide : enlèvements

Le suivi effectué par Insecurity Insight a identifié 24 incidents d'enlèvement affectant directement les organisations d'aide et impliquant 39 travailleurs humanitaires entre 2005 et 2021. Depuis 2005, la plupart des enlèvements concernent un seul travailleur humanitaire, l'exception étant l'enlèvement des 12 missionnaires américains et canadiens en octobre 2021. En outre, deux travailleurs humanitaires ont également été enlevés ensemble lors de trois événements en 2010 et d'un événement en 2019. Lors de tous les incidents, les auteurs sont décrits comme des « hommes armés » ou des « criminels ». Le niveau élevé d'enlèvements a également augmenté le risque de « faux enlèvements », où les gens reçoivent des appels téléphoniques prétendant qu'un proche est détenu et essayant d'obtenir une rançon.

[Lisez le rapport complet couvrant la période 2017 à 2021 ici](#). Téléchargez les données du KKA d'Haïti sur notre site web ou sur [HDX](#).



De nombreux autres incidents de violence liés aux gangs ont eu lieu ; deux journalistes haïtiens, dont l'un avait la double nationalité canadienne, se sont fait tirer dessus et ont été brûlés vifs dans la banlieue nord de Port-au-Prince. À Martissant, un autre quartier de la capitale, des gangs ont tiré sur deux minibus le 28 décembre 2021, tuant cinq personnes et en blessant huit autres. Trois jours auparavant, la même zone avait été le théâtre de l'assassinat de plus de trois personnes, dont le coordinateur du département nord du Front unifié des transporteurs et des travailleurs d'Haïti.

Entre-temps, dans le but de profiter de la détérioration de la situation sécuritaire, un groupe de détenus de la prison de Croix-des-Bouquets a tenté une évasion armée le 31 décembre, au cours de laquelle 10 détenus ont été tués et quatre policiers blessés. Cette tentative fait suite à une autre évasion de la même prison en février 2021, au cours de laquelle plus de 200 détenus se sont échappés et plus de 38 ont été tués.

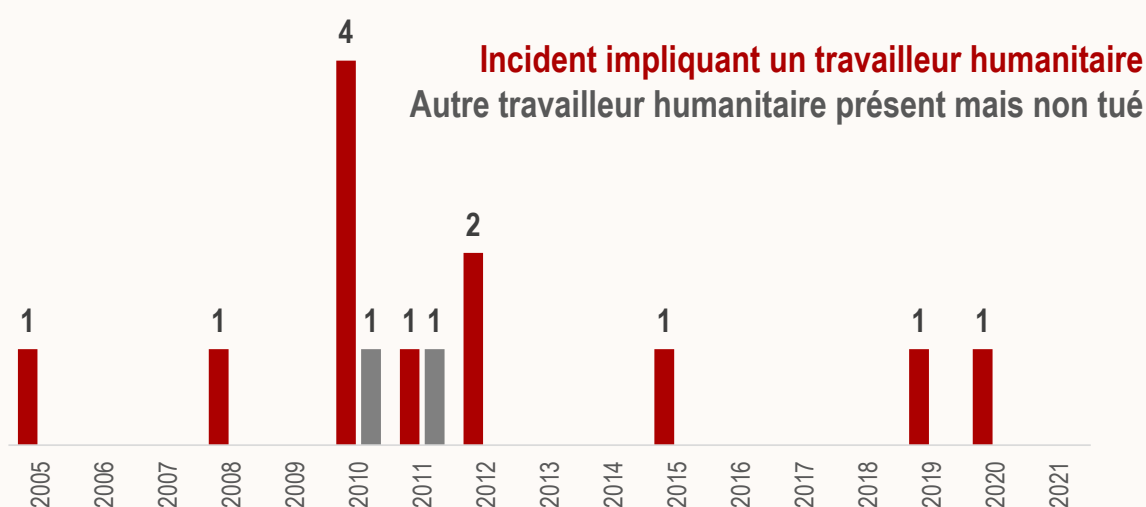
**TÉLÉCHARGEZ LES DONNÉES KKA D'HAÏTI SUR NOTRE SITE WEB OU SUR HDX.**

## Meurtres

Le Réseau national de défense des droits humains (RNDDH) a déclaré que **900 personnes ont été assassinées** en Haïti entre janvier et novembre 2021. Le suivi effectué par Insecurity Insight a permis d'identifier 12 travailleurs humanitaires tués en Haïti entre 2005 et 2021.

Dans la plupart des cas, les travailleurs humanitaires se trouvaient seuls lorsqu'ils ont été attaqués, à l'exception de deux incidents qui ont eu lieu alors qu'ils se rendaient sur des sites de projets ou en revenaient à bord de véhicules d'ONG avec des collègues internationaux. En mai 2010, un chauffeur haïtien a été retrouvé mort après avoir été kidnappé dans sa voiture. Son collègue britannique, également kidnappé, a été libéré sain et sauf. En octobre 2011, un chauffeur haïtien a été tué et son collègue expatrié blessé lorsque des hommes armés ont ouvert le feu sur leur véhicule.

### 12 travailleurs humanitaires tués en Haïti entre 2005 et 2020



#### Incidents documentés où des travailleurs humanitaires ont été tués :

- Février 2020 : Un travailleur humanitaire d'une ONGI haïtienne tué lors d'un cambriolage, le motif en étant les prestations offertes par le programme.
- Avril 2019 : Un travailleur humanitaire d'une ONGI blessé lors d'une tentative de vol de véhicule. Il est décédé plus tard à l'hôpital.
- Octobre 2015 : Un membre du personnel haïtien de l'ONU tué par balle alors qu'il tentait d'obtenir un moyen de transport pour se rendre au travail.
- Décembre 2012 : Un membre du personnel international de l'ONU braqué et mortellement touché à la tête à la sortie d'une banque.
- Mai 2012 : Le gardien d'une école d'une ONGI abattu lors d'un assassinat ciblé à l'école à la suite d'un différend personnel présumé.
- Octobre 2011 : Un chauffeur d'une ONG haïtienne tué par balle. Le personnel expatrié qui se trouvait dans sa voiture a été blessé.
- Octobre 2010 : Un travailleur humanitaire d'une ONG haïtienne tué par des hommes armés peu après avoir reçu son premier chèque de paie.
- Octobre 2010 : Un employé d'une ONGI tué par balle après avoir encaissé un chèque pour l'ONGI.
- Mai 2010 : Le chauffeur haïtien d'une ONGI retrouvé mort après un enlèvement. Le travailleur humanitaire britannique qui avait également été kidnappé a été libéré sain et sauf.
- Janvier 2010 : Un travailleur humanitaire d'une ONGI haïtienne mortellement abattu alors qu'il transportait des cadavres vers un cimetière.
- Septembre 2008 : Un membre du personnel haïtien de l'ONU tué prétendument en raison d'une dispute privée.
- Juin 2005 : Un membre du personnel du CICR enlevé et retrouvé mort par la suite.

## Contexte politique

Six blocs politiques, ainsi que des universitaires et des ONG haïtiennes, se réunissent à Baton Rouge, en Louisiane, du 13 au 19 janvier à l'occasion du Sommet de l'Unité haïtienne. L'objectif déclaré est de convenir d'un moyen d'instaurer un gouvernement de transition et d'organiser des élections, après une interruption de deux ans sans pouvoir législatif ou judiciaire opérationnel. Georges Casimir, président du Comité d'action politique de la diaspora haïtienne et l'un des organisateurs, a déclaré qu'il espérait que le sommet déboucherait sur un plan d'action final permettant à Haïti de se doter d'un gouvernement opérationnel, tout en s'attaquant aux niveaux actuels de violence des gangs et d'enlèvements.

Entre-temps, le Sénat haïtien a siégé pour la première fois depuis un an le 10 janvier. Seuls sept membres étaient présents, car aucune élection législative n'a eu lieu depuis octobre 2019, et seuls 10 des 30 sièges sont encore pourvus. Le président du Sénat, Joseph Lambert, a exigé la tenue d'élections cette année car il s'inquiète de la légitimité de la gouvernance d'Haïti, et d'un manque de consensus politique : « Cette année devrait être une année de dialogue. » Il a également déclaré qu'il continuerait à diriger les séances du Sénat, même après l'expiration de son mandat, ce qui entraînera sans doute de nouvelles accusations d'illégitimité. Cela intervient alors que les autorités jamaïcaines ont arrêté l'ancien sénateur haïtien John Joel Joseph le 14 janvier. Joseph est l'un des principaux suspects dans l'assassinat du Président haïtien Jovenel Moïse.

Le mandat du Premier ministre intérimaire Ariel Henry se terminant le 7 février, le Sommet est sous pression pour parvenir à un consensus sur la manière dont la nouvelle structure de gouvernance d'Haïti devrait être finalisée. Cependant, bien qu'il semble y avoir un large accord entre les factions présentes sur la tenue d'élections, le processus s'avère difficile à finaliser. Certains souhaitent un partage du pouvoir entre un Premier ministre et un Président, tandis que d'autres voudraient un chef d'État unique. Bien que le lieutenant-général américain à la retraite Russel Honoré fasse office de médiateur pendant le sommet, les États-Unis n'ont pas officiellement offert leur soutien ; le Sommet est dirigé par les Haïtiens et soutenu par la communauté.

Tant qu'Haïti restera un lieu de passage régional pour le commerce international de la drogue, il est probable que les États-Unis continueront à s'y intéresser de manière significative (bien qu'informelle), d'autant plus qu'un avis américain du [11 novembre](#) (toujours en vigueur) demandait à tous les citoyens américains de quitter le pays en raison de l'insécurité grandissante. M. Honoré a déclaré à Mainstream Media que les organisateurs du sommet espéraient parvenir à un accord final qu'ils pourraient présenter à la communauté internationale. Toutefois, même lui s'est montré assez pragmatique pour noter : « Tout le monde n'obtiendra pas ce qu'il veut... mais le pays obtiendra ce dont il a besoin. »

Les élections générales devaient avoir lieu l'année dernière, mais elles ont été retardées en raison d'une série de facteurs, dont le COVID-19, une augmentation de la violence des gangs et l'assassinat du précédent Premier ministre Jovenel Moïse (le 7 juillet 2021). Le Premier ministre Henry avait également promis d'organiser des élections dès sa sélection, mais cette promesse a été rapidement suivie par le tremblement de terre d'août 2021 et la tempête Grace, ce qui signifie qu'aucune nouvelle date n'a encore été publiée et que le pays n'a toujours pas de conseil électoral. En effet, l'illégitimité du mandat de l'actuel Sénat continue d'être discutée ouvertement dans les réseaux sociaux et sur les stations de radio haïtiennes, le vide de gouvernance affectant également les initiatives visant à mettre un frein à la violence des gangs (voir ci-dessus) et les chefs de gangs influençant désormais la politique du pays (voir ci-dessus et [rapport du 21 décembre](#)).

Le Premier ministre Henry, qui ne s'est pas rendu au sommet en Louisiane, a rencontré les sénateurs restants le 10 janvier. Cette rencontre est probablement le résultat de l'influence que conserve le président Lambert au sein du Sénat, avec sa promesse de poursuivre les sessions. Après l'assassinat du Premier ministre Moïse, Lambert s'est autoproclamé Président, avec le soutien de certains politiciens – bien que sa revendication ait été largement ignorée. Il a également critiqué un accord que le Premier ministre Henry a signé avec plusieurs groupes et leaders politiques en septembre dernier afin de construire un gouvernement de consensus provisoire, jusqu'aux élections. L'insistance répétée de Lambert sur les élections, déclarant « De toute façon, 2022 sera une année d'élections... », reflète non seulement les préoccupations concernant sa légitimité et celle du Sénat, mais aussi ses ambitions politiques ; cependant, cela ne sera confirmé que si des élections présidentielles sont organisées, et s'il se porte candidat.

L'arrestation de l'ancien sénateur haïtien Joseph indique qu'en dépit des problèmes persistants de gouvernance, des efforts sont encore déployés pour identifier les auteurs de l'assassinat de Moïse, d'autant plus que le FBI américain continue d'enquêter sur sa mort, bien que le porte-parole de la gendarmerie jamaïcaine n'ait pas précisé si la demande de détention de Joseph émanait directement du FBI.



## Prédictions

### Gangs

- La pression internationale sur le Premier ministre Ariel Henry continuera de s'intensifier pour qu'il mette fin au chaos en Haïti, mais il est peu probable qu'il puisse obtenir des gains substantiels étant donné le niveau de corruption et d'incompétence parmi l'élite politique, l'armée et la police.
- Il est **TRÈS PROBABLE** que les enlèvements avec demande de rançon augmentent, le nombre d'incidents étant susceptible de doubler voire tripler en 2021. Il est désormais évident que les gangs cibleront les politiciens, les étrangers, les chefs religieux, les fonctionnaires, les travailleurs des ONG, les journalistes, les propriétaires d'entreprises et toute autre personne qu'ils jugent dangereuse ou qui pourrait leur servir à obtenir une rançon lucrative.
- Les montants des rançons demandées vont probablement continuer à augmenter, y compris les demandes de rançon pour des Haïtiens locaux – comme en témoigne la demande de rançon de 5 millions USD pour les trois policiers du Sénat.
- Il est **TRÈS PROBABLE** que les meurtres augmenteront également en 2022 étant donné le pouvoir croissant des gangs criminels et le vide sécuritaire et politique prolongé dans le pays.
- La dernière tentative d'évasion à la prison de Croix-des-Bouquets montre qu'il est toujours possible de faire entrer clandestinement des armes dans les prisons haïtiennes et donc que d'autres incidents de ce type sont **PROBABLES**.

### Political context

- Il est **TRES PEU PROBABLE** qu'un consensus pour un gouvernement de transition ou de nouvelles élections se dégage. En effet, l'un des participants – le National Haitian American Elected Officials (NHAEON – un groupe de la diaspora) – prévoit de discuter plus avant des priorités haïtiennes à la fin du mois de janvier, ce qui montre que même les participants considèrent le Sommet comme le début d'une longue discussion sur la future composition politique d'Haïti.
- Le Premier ministre Henry et le Président du Sénat Lambert resteront **PROBABLEMENT** en place pendant quelques mois au moins, à moins que des élections présidentielles ne soient organisées (et leur résultat validé), ou qu'ils ne soient assassinés. Les tensions continues entre les deux hommes – en particulier de la part de Lambert – resteront **PROBABLEMENT** de faible ampleur, avec davantage d'attaques à la fois sur les réseaux sociaux ou dans les médias grand public, ou via des frappes ciblées de gangs. Cependant, les deux continueront à travailler ensemble officiellement, afin de donner un certain crédit aux faibles structures de gouvernance actuelles d'Haïti.

- Le Sommet a toutefois réussi à réunir un grand nombre de personnes impliquées dans les organisations politiques et communautaires d'Haïti, sans coordination américaine, onusienne ou internationale, et est donc axé sur le plan local – une étape positive. Cela dit, la pression sur les organisations pour trouver une solution restera importante étant donné l'influence des gangs sur l'environnement politique actuel. En effet, les médias grand public ont récemment répété les affirmations faites l'été dernier (et notées dans notre [rapport du 30 septembre](#)) selon lesquelles le **Premier ministre Henry** était lié à l'assassinat de Moïse. Ces nouvelles allégations pourraient viser à nuire à Henry alors qu'il cherche à maintenir sa position à l'encontre des gangs, et aussi à permettre l'instauration d'un gouvernement plus légitime.
- Des élections sénatoriales seront **PROBABLEMENT** organisées à un moment donné cette année, ne serait-ce que pour garantir le maintien de sa légitimité. Les élections présidentielles, cependant, sont **PLUS SUSCEPTIBLES** d'être organisées soit à la fin de l'année, soit en 2023. Aucune de ces élections ne peut avoir lieu sans la création d'un conseil électoral, comme l'a souligné le porte-parole du Premier ministre : « Nous devons d'abord créer (le conseil électoral) pour avoir des élections crédibles, justes et propres. » Par conséquent, Henry cherchera **PROBABLEMENT** à former un conseil électoral à court terme, en mettant l'accent sur les élections sénatoriales – bien que cela soit **PEU PROBABLE** dans les trois prochains mois alors que les gangs continuent de cibler les politiciens et leurs structures.
- L'arrestation de Joseph aura – pour l'instant – peu d'impact sur la capacité à organiser soit des élections, soit le nouveau gouvernement consensuel. Cependant, s'il offre des informations qui impliquent Henry (au sujet duquel des rapports non vérifiés continuent d'être répétés affirmant son implication apparente dans l'assassinat de Moïse) ou d'autres politiciens de haut rang ou membres de gangs, l'établissement politique déjà fragile d'Haïti verra une nouvelle fragmentation, ce qui exacerberait également les niveaux actuels de violence.



## Mesures d'atténuation

### Gestion globale et régionale

- Soutenez le personnel haïtien et les organisations partenaires qui vivent et travaillent dans des circonstances très difficiles. Veillez à ce que le personnel mondial soit conscient des conditions de travail difficiles.
- Fournissez des informations et des conseils sur les petites mesures pratiques à faible coût via un soutien et une formation à distance au personnel local et aux organisations partenaires.
- Soutenez les partenaires locaux pour qu'ils désignent (et forment) une personne de référence en matière de sécurité, avec des tâches claires attribuées dans le partage et la gestion des informations de sécurité.
- Faites régulièrement le point avec les points focaux de sécurité locaux.
- Si vous travaillez avec des organisations partenaires, vérifiez régulièrement et partagez les supports de formation à la sécurité.

### Formation et systèmes de sécurité pour le personnel local et soutien aux organisations partenaires

- Formez l'ensemble du personnel et en particulier les agents de sécurité et les chauffeurs à une sensibilisation de base à la surveillance.
- Formez les conducteurs aux techniques de conduite sûre, y compris la gestion des foules, des points de contrôle, des barricades et de la corruption.

**VISITEZ NOTRE SITE WEB POUR LES ÉDITIONS PRÉCÉDENTES**

- Envisagez des « systèmes de compagnonnage » dans lesquels les membres du personnel informent un compagnon du voyage prévu (y compris pour se rendre au travail et en revenir) et signalent qu'ils sont arrivés à bon port. Fournissez des consignes claires sur la manière de se présenter si le « binôme » ne signale pas son arrivée à bon port et sur les étapes et procédures à suivre au sein de l'organisation si un membre du personnel ne peut être contacté.
- Mettez en place des systèmes pour vous assurer qu'il y a toujours une équipe de collaborateurs effectuant des tâches à plus haut risque telles que le retrait d'argent. Sachez que les employés de banque peuvent transmettre des informations sur les retraits d'espèces élevés et que les vols sont un risque sur le chemin du retour au bureau et que les équipes doivent rester très vigilantes. Fournissez des instructions et une formation sur la manière de réagir en toute sécurité dans une situation de tentative de vol qui donne la priorité à la sécurité personnelle du personnel et non à la protection de l'argent et des actifs.
- Envisagez de remercier les agents de sécurité et les chauffeurs dévoués pour souligner l'importance de leur travail pendant les périodes difficiles en matière de sécurité et leur contribution importante pour assurer la sécurité des collègues et permettre la mission de votre organisation.
- Impliquez de manière proactive les agents de sécurité et les chauffeurs dans les évaluations des risques de sécurité, la formation et la recherche de mesures d'atténuation adaptées.

### **Prévention des enlèvements**

- N'organisez pour le moment pas de visites de donateurs ou de médias de haut niveau sur les projets.
- Veillez à ce que l'ensemble du personnel déployé soit pris en charge par les mesures d'atténuation des enlèvements et les dispositifs de soutien appropriés.
- Mettez à jour et stockez en toute sécurité les questions relatives aux preuves de vie.
- Sensibilisez le personnel à l'ingénierie sociale et veillez à ce qu'il ne partage pas inutilement des informations personnelles sur ses plateformes de réseaux sociaux.
- Mettez en œuvre une formation spécifique à la prévention des enlèvements et à la survie avec tout le personnel, y compris les partenaires.
- Mettez en œuvre une formation à la gestion de crise au cours de laquelle une situation d'enlèvement est simulée afin que l'équipe de gestion de la sécurité puisse s'exercer.
- Formez le personnel à la manière de répondre aux appels de « faux kidnapping », où l'appelant prétend avoir enlevé un membre de sa famille et exige le paiement immédiat d'une rançon :
  - en demandant à parler à la personne prétendument enlevée et
  - en posant une question sur la preuve de vie avant de payer de l'argent.
- Partagez le matériel de sensibilisation à la surveillance avec le personnel et les organisations partenaires locales.

### **Planification des transports à haute valeur ajoutée**

- Lorsque vous prévoyez un transport de fournitures d'aide de valeur, planifiez soigneusement l'itinéraire. Envisagez d'en informer à l'avance les acteurs clés – y compris les gangs – pour garantir un passage sécurisé si des contacts de tolérance fiables ont été établis au préalable. Collaborez avec d'autres organismes d'aide pour établir de tels contacts. Certains chefs religieux peuvent être utiles dans ce processus.

**Sensibilisation à la surveillance. Utilisé avec l'aimable autorisation de [CBM International](#)**

**La sensibilisation à la surveillance est un élément clé de la prévention des enlèvements. Veillez à ce que le personnel en connaisse les principes de base. N'oubliez pas que la plupart des attaques ou tentatives d'enlèvement sont bien planifiées et sont précédées d'une période d'observation, afin de repérer les points faibles de la cible.**

**1. Trajets domicile-travail**

- Soyez vigilant – soyez conscient de ce qui se passe autour de vous.
- Variez les itinéraires, les temps de trajet et les types de transport.
- Envisagez de voyager en groupe.
- Envisagez d'utiliser un « système de compagnonnage » pour annoncer le voyage et l'arrivée à bon port.
- Ne partagez pas les itinéraires à l'avance.
- Si vous ne connaissez pas bien votre chauffeur ou l'entreprise qui vous l'a fourni, annoncez les itinéraires à la dernière minute et n'autorisez pas les appels téléphoniques dans les voitures. Si possible, ne donnez pas la destination au répartiteur du chauffeur.
- Utilisez le rétroviseur intérieur et les rétroviseurs latéraux pour vérifier qu'aucune voiture ne vous suit. Mais essayez d'éviter de regarder nerveusement autour de vous – et notamment en vous retournant. Cela ne ferait qu'attirer l'attention sur vous.
- En cas de doute, ralentissez et voyez s'ils passent. Faites un détour par une route latérale (pensez à longer trois côtés d'un pâté de maisons plutôt qu'un seul), ou si ce n'est pas possible, contournez un pâté de maisons, pour voir s'ils vous suivent.
- Si vous pensez être suivi, rendez-vous en voiture à l'endroit le plus proche où vous vous savez en sécurité (un poste de police, une enceinte bien gardée).
- Appelez immédiatement votre point focal de sécurité si vous craignez d'être surveillé/suivi. N'attendez pas, il pourrait être trop tard lorsque vous en serez sûr.
- Signalez toujours vos soupçons d'être surveillé à votre correspondant de sécurité.
- Gardez vos portes et fenêtres fermées et verrouillées à tout moment.
- Gardez toujours une certaine distance entre votre véhicule et la voiture qui vous précède afin de pouvoir manœuvrer si nécessaire. Si vous ne voyez pas le sol entre votre véhicule et celui qui vous précède, il n'y a pas assez de place pour manœuvrer en cas d'urgence.
- Évitez les barrages routiers (illégaux) dans la mesure du possible. N'essayez pas de passer de force les barrages routiers. Si vous en rencontrez un, faites demi-tour et rejoignez une zone plus sûre ou empruntez un itinéraire plus sûr si possible.

## 2. Bureau / maison

- Assurez-vous que la zone autour de votre maison comporte un minimum d'endroits où quelque chose pourrait être caché ou quelqu'un pourrait facilement se cacher. Retirez les poubelles (poubelles), pensez à couper les arbustes/les branches en surplomb et vérifiez les trous et les tuyaux.
- Si vous avez un portail, assurez-vous qu'il dispose d'une petite fenêtre ou d'une trappe que vous pouvez utiliser pour vérifier les environs avant de partir.
- Avant de quitter votre maison/portail, vérifiez la rue, ou demandez à vos gardes de le faire, pour identifier tout véhicule proche avec des occupants. Mieux encore, installez une vidéosurveillance qui vous permettra de le faire à distance.
- Soyez attentif aux personnes qui se trouvent autour de votre bureau, de votre maison ou de tout autre endroit où vous vous rendez régulièrement, en particulier aux personnes qui peuvent traîner régulièrement. Soyez particulièrement vigilant si vous voyez une telle personne passer un appel téléphonique/envoyer un SMS une fois que vous partez.
- En cas de doute, ne partez pas mais demandez de l'aide, y compris à un voisin.
- Demandez à votre ou vos gardiens, le cas échéant, d'effectuer des contrôles ponctuels (ir) réguliers à toute heure du jour et de la nuit autour de l'enceinte.
- Dans la mesure du possible, assurez-vous que vous disposez d'un éclairage extérieur et que les gardes ont des torches pour leurs patrouilles.

## 3. Établir des relations

- Engagez vos propres agents de sécurité et établissez des relations de confiance – ne faites pas appel à des sociétés de sécurité qui peuvent faire tourner le personnel.
- Maintenez un bon environnement de travail pour vos gardes et vos chauffeurs afin de les fidéliser. Veillez à ce que les gardes soient bien équipés (vêtements de pluie/bottes, guêrite, équipements de premiers secours/de lutte contre l'incendie, etc.).
- Veillez à ce que vous et l'ensemble du personnel ayez de bonnes relations avec vos voisins (locaux) afin qu'ils vous informent si quelque chose de suspect se produit dans votre secteur.
- Encouragez en particulier vos agents de sécurité et vos chauffeurs à développer des relations avec les personnes proches de votre bureau, telles que d'autres chauffeurs ou agents de sécurité ainsi que des vendeurs de rue, afin qu'ils s'informent mutuellement de toute activité suspecte.

## 4. Restez informé

- Consultez les médias locaux pour vous informer des événements de dernière minute – tels que les manifestations et l'accès aux routes / points de contrôle – et soyez prêt à adapter vos plans en conséquence.
- Si des enlèvements ont eu lieu dans votre région, étudiez ce qui s'est passé et tirez-en des conclusions.

## 5. Faites-vous aussi discret que possible

- Si vous suivez les suggestions ci-dessus trop ouvertement, des acteurs hostiles risquent de supposer que vous (ou le groupe) êtes une cible plus précieuse. Essayez donc de faire en sorte que tout changement d'itinéraire, toute observation ou toute autre action ait l'air aussi naturel que possible.

## Carte montrant les zones abordées dans ce rapport



## Contenu connexe

- Site [web](#) et liste de [diffusion](#) d'Haïti
- Éditions précédentes : [Kidnappings](#) ; [Carburant et pillage](#) ; [Gangs et l'État haïtien](#) ; [Sécurité et politique](#)
- [Données KKA](#) sur les travailleurs humanitaires en Haïti 2005-2021

## Ce document fait partie de Vigil Insight.

Il est publié par Insecurity Insight et rendu possible grâce au généreux soutien du peuple américain par le biais de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et du Fonds H2H, qui est soutenu par l'aide du gouvernement britannique. Le contenu est la responsabilité d'Insecurity Insight et ne reflète pas nécessairement le point de vue de l'USAID, du réseau H2H ou des gouvernements américain ou britannique. Insecurity Insight est une organisation Humanitaire à Humanitaire (H2H) engagée dans les principes humanitaires.

Insecurity Insight. 2022. Haïti : Rapport de situation de Vigil Insight : janvier 2022. Suisse. [bit.ly/HaïtiRapportJan2022](https://bit.ly/HaïtiRapportJan2022)